

DES ELEMENTS D'ANALYSE POUR LA MOBILISATION

Une dizaine de jours après avoir été rendu public, le "pacte recherche" du gouvernement mobilise contre lui l'essentiel de la communauté scientifique et universitaire. Les raisons majeures figurent dans le 4 pages que vous pourrez trouver sur le site du SNESUP où nous proposons un décryptage des textes.

4 pages accessible à l'adresse : <http://www.snesup.fr/navigation/general/page.php?ndoc=1877>

version complète du « pacte recherche » : <http://www.snesup.fr/navigation/general/page.php?ndoc=1872>

Ce 4 pages est à reproduire et à diffuser très, très largement autour de chaque syndiqué SNESUP.

Déjà les initiatives unitaires se déploient pour expliquer, rassembler et mettre en échec ces orientations régressives. Comme depuis janvier 2004, le SNESUP y contribuera de toutes ses forces, dans les établissements comme au plan national, dans les instances comme dans les manifestations.

Jean FABRI, Secrétaire Général

VERS DES INITIATIVES NATIONALES MAJEURES

Notre bulletin, dans son cahier central, expose la réalité des intentions du gouvernement -texte à l'appui- sur une loi "recherche" qui comporte très peu de programmation (postes et budgets) mais une avalanche de mesures visant à contraindre, à piloter directement (voir le Monde du 19 octobre) l'ensemble de la recherche, en affaiblissant à la fois les organismes (tels le CNRS) et les universités éclatées selon leur degré d'intégration à des PRES ou à des campus de recherche hautement spécialisés et sélectifs... et qui concentreront l'essentiel des moyens financiers gérés par des agences ANR, AII... voire directement des fondations!

Cet élément collectif d'analyse est à reproduire et à diffuser très largement.

Ces dispositifs tournent le dos, pour l'essentiel, aux propositions élaborées aux Etats Généraux de Grenoble (il ya juste un an) et précisées par la suite dans un fructueux travail commun où la plupart des acteurs, syndicats et mouvement "sauvons la recherche" ont mêlé leurs forces. A nouveau ce très large front de convergence s'est exprimé depuis la publication de l'avant-projet... et les initiatives communes d'Assemblées Générales d'information et de débat sont multiples, un peu partout en France (le 13 octobre à Lille, Toulouse, Tours, Paris, ...). Ce n'est qu'un début, motions dans les conseils, rencontres avec la population -particulièrement attentive à nos analyses dans les expos liées à la fête de la science-. Des manifestations diverses sont en gestation, une manifestation nationale sera sans doute organisée vers la mi-novembre selon aussi le calendrier gouvernemental et parlementaire.

Ces initiatives naissent sur un terrain déjà fertile en luttes : à Rouen, les personnels et les étudiants ont obtenu des moyens (encore insuffisants !) pour les

locaux et les heures impayées, à Toulon les mêmes problèmes ont conduit aussi au blocage temporaire de certaines UFR. Dans d'autres sites, la détermination des collègues oblige le ministère à renoncer à ses manœuvres : à l'ENSAM de Cluny, à l'INSA de Rouen... et pour désamorcer la colère dans une trentaine d'établissements le ministère est amené à débloquent dans l'urgence des sommes indispensables (mais c'est 10% des besoins réels !) à la mise en sécurité des installations

Et le budget 2006, avec ses coups tordus (tel celui sur les charges patronales des non titulaires) met en péril les finances universitaires au point de mobiliser aussi ... les présidents d'université !

L'inquiétude, la colère, le début de mobilisation des collègues dans les établissements ont conduit, y compris dans son expression publique, une partie de la Conférence des Présidents d'Université à infléchir ses avis sur le projet de pacte. Les campus de recherche et les fondations suscitent bien des oppositions. Toutefois, le risque existe d'une fuite en avant d'un certain nombre de présidents d'université vers un accroissement d'une autonomie sans contrôle démocratique des établissements. Est-ce une forme d'appel du pied à des amendements parlementaires qui amplifieraient encore les effets destructurants de l'avant-projet de loi ? Dans tous les établissements, il convient d'être partout attentifs et porteurs des revendications des collègues jusqu'au cœur des conseils.

Mesurons nos atouts : déjà par deux fois, sur la prétendue "modernisation universitaire" de Ferry et sur le brouillon de LOPRI de Fillon nous avons fait échec aux mesures régressives du pouvoir. Ensemble !